

# ACADÉMIE DE REIMS SNES-FSU

**BULLETIN DU SYNDICAT NATIONAL DES ENSEIGNEMENTS DE SECOND DEGRÉ**

n°14 décembre 2022



*« Un peuple sans culture, c'est un peuple sans mémoire, et un peuple sans mémoire, ce n'est plus un peuple, c'est un troupeau qui préfère se battre pour une tôle que pour une idée. »*

*Nicolas Beuglet*

## SOMMAIRE

Édito.....	p1-2
Lycées : les mathématiques manquent de logique.....	p2
Encart spécial Résultats élections .....	p3-4
Réforme de la voie professionnelle :	
En collèges et lycées aussi, tous concernés !.....	p5
Lettres au Lycée : halte au bachotage.....	p5
Engagé-es contre les VSS.....	p6

**Une vraie revalorisation des salaires MAINTENANT !**  
**Une vraie revalorisation des pensions MAINTENANT !**



**ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN**

## ÉDITO

**PERSONNELS MAL PAYÉS, FATIGUÉS, MÉPRISÉS... ÇA NE PEUT PLUS DURER !**

73 % des enseignants ont le sentiment que leur vie professionnelle ont du sens et de la valeur. Mais il faut rapprocher ce chiffre d'un autre : 75 % d'enseignants ont le sentiment que leur métier est dévalorisé dans la société avec un niveau de rémunération très insuffisant et sans perspectives (source : publication de la DEPP d'octobre 2022 suite à l'enquête de printemps 2022).

Pap Ndiaye découvre peut-être cette situation puisqu'il n'est notre ministre que depuis 6 mois, alors que nous connaissons cette réalité depuis des années. Salaires insuffisants, effectifs en hausse, conditions de travail dégradées, management brutal... les faits, les chiffres sont là mais le mi-

nistre se contente de grands discours et refuse d'engager un vaste plan de rattrapage. Pire, cet été, il a annoncé faire du « travailler plus » la ligne directrice de sa politique salariale.

Le SNES-FSU avec la FSU ont dénoncé depuis des années le traitement des fonctionnaires et nous avons mobilisé pour que cette question soit au centre des débats avec des avancées bien insuffisantes jusque-là.

Aujourd'hui, l'opinion publique entend notre message, la DEPP vient de sortir (octobre 2022) le résultat d'une enquête (de 2018!) sur le temps de travail des enseignants.

**ELLE ÉTABLIT QUE PLUS DE LA MOITIÉ DES ENSEIGNANTS TRAVAILLENT PLUS DE 43H PAR SEMAINE ET 10 % PRÈS DE 60 H !** Les élections profession-



# BILAN DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 :

## LA FSU ET SES SYNDICATS MAJORITAIRES !



Élections  
professionnelles  
2022

Vous avez choisi vos élus !  
Merci à toutes celles et tous  
ceux qui ont voté FSU !

Les élections professionnelles de décembre 2022 ont confirmé la place de la FSU comme force syndicale majoritaire, plus de 11 points devant les autres organisations syndicales. Les résultats dans l'académie sont satisfaisants, par rapport à 2018, malgré une organisation du scrutin chaotique.

**LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES SONT UN TEMPS FORT DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE QUE LE GOUVERNEMENT CHERCHE À ENTERRER SOUS COUVERT DE MODERNISATION.** Dans la fonction publique, et en particulier dans l'éducation nationale, les organisations syndicales constituent en effet un contre-pouvoir fort même si les instances de concertation n'ont qu'un rôle consultatif.

En attendant, le ministère a encore tout fait pour saboter l'organisation du vote en ayant recours à un prestataire extérieur qui a rendu le vote d'une complexité sans précédent. Le scrutin électronique en place depuis 2011 doit présenter des garanties, mais son caractère laborieux contribue à démobiliser certains électeurs et à en faire parfois un scrutin capacitaire. Dans les CAPA des enseignants du second degré, la participation est désormais de 40,2 % mais elle dépasse les 82% chez les chefs d'établissements ! Pour favoriser la participation, le SNES-FSU demande une matérialisation du vote dans les éta-

blissements. En effet, ces élections restent malgré tout déterminantes car elles figent pour 4 ans la représentativité des organisations syndicales et c'est le poids de la FSU face à l'administration qui était en jeu. **OR LE SNES ET LA FSU EN SORTENT GAGNANT. LES COLLÈGUES ONT MAJORITAIREMENT FAIT LE CHOIX D'UN SYNDICALISME DE TRANSFORMATION SOCIALE QUI SAIT PESER SUR LES DÉCISIONS DANS L'INTÉRÊT DES ÉLÈVES ET DES PERSONNELS, D'UN SYNDICALISME QUI A TOUJOURS PRÉFÉRÉ EXPLIQUER ET INFORMER PLUTÔT QUE DE JOUER SUR LES PEURS, D'UN SYNDICALISME QUI PORTE LA VOIX DES PERSONNELS DANS L'ENSEMBLE DES INSTANCES POUR FAIRE (RE)CONNAÎTRE À L'ADMINISTRATION LA RÉALITÉ DES CONDITIONS DE TRAVAIL.**

Le succès du SNES et de la FSU témoigne de l'attachement des personnels aux valeurs du service public, leur engagement en faveur d'une école plus juste et émancipatrice pour l'ensemble des élèves.

Au CSAM, la FSU reste en tête et conserve ses 6 sièges. Dans l'académie, au CSA la FSU obtient 38,8 % et obtient donc 5 des 10 sièges, plus de 11 points devant l'UNSA – qui obtient 4 sièges – la CFDT 3ème avec 9,4% obtient un siège.

Dans la nouvelle CAPA du second degré, issue de la fusion des CAPA certifiés, agrégés, PLP, CPE, PSYEN et professeurs de chaires sup, le résultat de la FSU est excellent. Elle obtient 10 sièges sur les 19 et permettra une représentation de tous les collègues de l'académie.

Dans le cadre des CCP non titulaires, la FSU reste avec 1 siège sur 4 chez les personnels enseignants/PSYEN/CPE et 2 sièges sur 5 chez les AED et AESH.

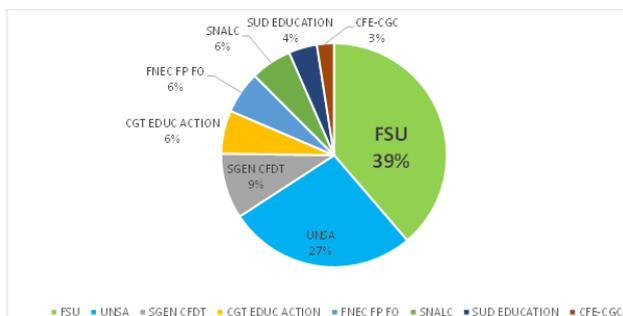
## L'ENSEMBLE DE L'ÉQUIPE DU SNES-FSU DE L'ACADÉMIE DE REIMS EST HONORÉ DE LA CONFIANCE RENOUVELÉE QUE LES PERSONNELS DE L'ACADÉMIE LUI ONT ACCORDÉE ET REMERCIÉ TOUS LES PERSONNELS QUI ONT VOTÉ FSU.

Elle remercie particulièrement ses adhérents qui se sont mobilisés pour permettre ce travail collectif, essentiel dans le contexte actuel, alors que des réformes menaçant nos métiers et la réussite des élèves se mettent en place et tandis que d'autres touchant les grands équilibres de la fonction publique se profilent. Le signal fort envoyé par les électeurs devra tôt ou tard être entendu par le gouvernement.

Le SNES-FSU de l'académie de Reims

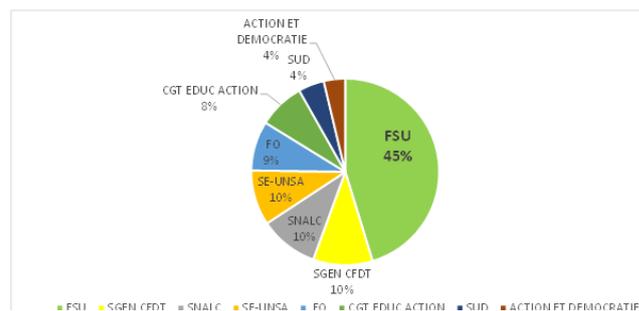
### RÉSULTATS POUR LE COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION ACADÉMIQUE :

Voix obtenues par	Nb	%
<b>FSU</b>	<b>2784</b>	<b>38,8%</b>
UNSA	1941	27,0%
SGEN CFDT	678	9,4%
CGT EDUC ACTION	449	6,3%
FNEC FP FO	437	6,1%
SNALC	425	5,9%
SUD EDUCATION	292	4,1%
CFE-CGC	176	2,5%
total votants	7182	



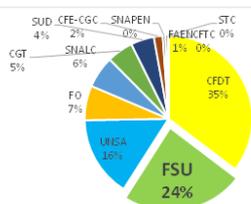
### RÉSULTATS POUR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE ACADÉMIQUE DU 2ND DEGRÉ :

Voix obtenues par	Nb	%
<b>FSU</b>	<b>1340</b>	<b>45,3%</b>
SGEN CFDT	303	10,2%
SNALC	300	10,1%
SE-UNSA	282	9,5%
FO	255	8,6%
CGT EDUC ACTION	237	8,0%
SUD	132	4,5%
ACTION ET DEMOCRATIE	109	3,7%
total votants	2958	



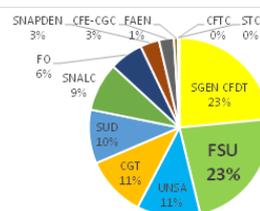
### RÉSULTATS POUR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DES NON-TITULAIRES DE L'ENSEIGNEMENT, D'ÉDUCATION ET PSYEN:

Voix obtenues par	Nb	%
CFDT	63	35,4%
<b>FSU</b>	<b>42</b>	<b>23,6%</b>
UNSA	28	15,7%
FO	12	6,7%
SNALC	11	6,2%
CGT	9	5,1%
SUD	8	4,5%
CFE-CGC	3	1,7%
SNAPEN	1	0,6%
FAEN	1	0,6%
STC	0	0,0%
CFTC	0	0,0%
total votants	178	



### RÉSULTATS POUR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DES NON-TITULAIRES

Voix obtenues par	Nb	%
SGEN CFDT	97	23,5%
<b>FSU</b>	<b>94</b>	<b>22,8%</b>
UNSA	47	11,4%
CGT	45	10,9%
SUD	40	9,7%
SNALC	36	8,7%
FO	25	6,1%
SNAPDEN	14	3,4%
CFE-CGC	11	2,7%
FAEN	3	0,7%
CFTC	1	0,2%
STC	0	0,0%
total votants	413	



# RÉFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE : EN COLLÈGES ET LYCÉES AUSSI, TOUS CONCERNÉS !

Dans les cartons de la rue de Grenelle, un drôle de projet est préparé pour satisfaire les demandes d'Emmanuel Macron qui réaffirmait le 26 octobre avec une insistance rappelant le « there is no alternative » thatchérien, « On n'a pas d'autre choix que de travailler davantage » : la réforme de la voie professionnelle.

C'est bien à l'aune de ce point de vue qu'il faut analyser une réforme moins portée par des enjeux éducatifs que par des enjeux économiques. En réalité, cela fait un moment que les choses sont dites, par exemple à travers les objectifs de la demi-journée « Avenir ». En effet, au prétexte de travailler l'orientation dès la Cinquième, **LE DISPOSITIF « AVENIR » ORIENTE JUSTEMENT LA DÉMARCHÉ D'« ORIENTATION » EN LA RÉDUISANT À LA SEULE QUESTION DE LA DÉCOUVERTE DES MÉTIERS ET DE LA MISE EN AVANT DES SECTEURS POURVOYEURS D'EMPLOIS ET EN TENSION, SANS S'INQUIÉTER DES ENJEUX PSYCHOLOGIQUES, DES BIAIS SOCIAUX ET SURTOUT PAS DE LA VOCATION D'ÉMANCIPATION DE L'ÉDUCATION.**

Nombre de secteurs professionnels se retrouvent dans cette démarche qui vient valider l'entrisme dans les collèges des acteurs économiques : il ne s'agit ni plus ni moins que de séduire et

détourner les jeunes de la formation initiale sous statut scolaire pour une sortie précoce vers l'apprentissage ou plus directement vers un monde professionnel qui ne formera que dans son intérêt propre.

Les principes de la réforme de la voie professionnelle ne sont qu'une déclinaison de cette vision : diminution de la formation générale permettant la poursuite d'études, augmentation des périodes de stage externalisant pour une partie grandissante la formation technique et professionnelle, logique conditionnant l'offre de formation aux besoins économiques du territoire.

Il s'agirait de mettre à disposition des intérêts économiques une jeunesse aiguillée très précocement au collège. Quand on sait combien joue le déterminisme social, mais aussi géographique, on ne doute pas que c'est un mécanisme de tri social qui se trouve renforcé... et institutionnalisé.

De plus, comme une part importante des enseignements généraux en voie professionnelle se trouve ainsi supprimée, cela permettra au ministère de pallier la pénurie de recrutements. **LE DÉCRET PERMETTANT AUX ENSEIGNANTS TITULAIRES DU CAPLP D'ENSEIGNER EN COLLÈGES ET LYCÉES GÉNÉRAUX EST DÉJÀ PARU** : nul doute que leur af-

fection (probablement en carte scolaire, ce qui risque d'embouteiller sérieusement les mutations intra-académiques) sur deux disciplines (bivalence oblige !) sera vue par certains comme une façon bien pratique de combler des services et d'ajuster des DHG...

**LE SNES-FSU AVEC LA FSU REFUSENT DONC CE SABORDAGE PROGRAMMÉ DES LYCÉES PROFESSIONNELS QUI AURA DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES POUR TOUTE LA STRUCTURE DES ENSEIGNEMENTS DU SECOND DEGRÉ !**

Yohan Odivart



« La réforme de la carte des formations voulue par E. Macron, c'est une assignation à résidence géographique pour les jeunes de la voie pro. »



Sigrid Gérardin, Co-secrétaire générale du SNUEP-FSU

Le service public de l'éducation doit être valorisé

Le SNUEP-FSU engagé pour l'avenir des jeunes

VOIE PRO

## LETTRES EN LYCÉE : HALTE AU BACHOTAGE !

Depuis la mise en place de la réforme Blanquer, le SNES-FSU dénonce la charge de travail intenable en français en Première. Sentiment d'insatisfaction, essoufflement et impression d'être souvent débordé.e se répandent parmi nos collègues. Il faut desserrer l'étouffement !

La barre des 20 textes à étudier pour la première partie de l'oral, notamment, écrase l'enseignement, soumettant les élèves et les professeur.es à un rythme insensé et épuisant, empêchant une préparation suffisante aux nombreux autres exercices de l'examen, condamnant à des pratiques de bachotage qui sapent le plaisir de lire, d'approfondir et de réfléchir.

Puisque le ministère ne veut pas réduire le programme, à nous de réformer la réforme !

**LE SNES-FSU APPELLE TOUTES ET TOUS LES PROFESSEUR.ES À NE PAS ÉTUDIER PLUS DE 16 TEXTES EN VOIE GÉNÉRALE.** Le SNES-FSU soutient ce choix devant toutes les instances.

En outre, certain.e.s collègues se sont déjà décidé.e.s à résister à l'injonction et envoient des courriers d'équipe aux inspectrices de lettres, dont vous trouverez un exemple type sur notre site.

**REJOIGNEZ-LES !**

# Engagées au quotidien contre les violences faites aux femmes.



Qu'elles surviennent dans la sphère privée ou publique, les violences faites aux femmes font désormais partie du débat public et politique.

Les mobilisations féministes et syndicales depuis des années et le mouvement #MeToo ont permis une prise de conscience collective. La société est maintenant obligée d'entendre la parole des femmes et de prendre en compte collectivement les violences qu'elles subissent au quotidien afin d'y trouver des solutions.

**Mais entendre ne suffit pas !**

Les violences faites aux femmes restent massives et sont multiformes notamment au travail. Ces violences ne sont pas prises en charge comme elles le devraient par la société : le système judiciaire et social, les employeurs, l'école et les actions de prévention manquent cruellement de moyens. La protection des victimes reste insuffisante tandis que l'impunité des agresseurs reste encore trop souvent la règle.

Le Président de la République et son gouvernement ne répondent pas aux attentes de la société sur ces questions. Au-delà des déclarations d'intention, ce sont des politiques publiques ainsi qu'un budget à la hauteur des enjeux qu'il doit mettre en œuvre mais aussi modifier la loi pour assurer une véritable protection aux victimes.

C'est l'ensemble du système qui doit être repensé en profondeur : de la détection, à la protection et à la réponse pénale. L'école joue un rôle essentiel dans la détection de ces situations mais aussi dans la prévention des violences sexistes et sexuelles par son rôle d'éducation à l'égalité.

Dans notre académie si vous êtes victimes ou témoin le rectorat a mis à disposition un mail de contact spécifique : [discriminations-violences@ac-reims.fr](mailto:discriminations-violences@ac-reims.fr). Les témoignages ne peuvent être anonymes et doivent comporter une brève description de la situation ainsi que les coordonnées de la personne qui fait ce mail pour qu'elle puisse être recontactée par un écoutant. Leur nombre est de six dans notre académie et leur formation par un cabinet de psychologues du travail de Reims a dû commencer le 16 novembre. Il reste encore beaucoup à faire mais les militant·es de la FSU continueront d'agir et d'intervenir pour progresser dans cette voie. Dans tous les cas, nous vous conseillons de nous contacter pour vous épauler et vous conseiller :

[stopvss@reims.snes.edu](mailto:stopvss@reims.snes.edu)

Angéline Vaillon et Renaud Rouffignac

## Les revendications de la FSU

☒ La FSU revendique le renforcement et le développement de la **formation** de toutes et tous les professionnel·les en charge de l'accueil spécifique des usagers victimes et des équipes pluriprofessionnelles permettant le repérage de ces situations.

☒ Des **procédures rigoureuses et claires** doivent être déployées pour que chaque parole libérée puisse trouver écho dans les actes.

☒ La FSU exige le déploiement à l'École d'une **campagne de sensibilisation** à ces violences à destination des élèves. Prévenir les violences, c'est aussi éduquer à l'École de l'égalité : l'éducation à la santé, à la vie sexuelle et affective doit devenir enfin effective.

☒ Les engagements pris dans le cadre des **plans d'action égalité professionnelle** doivent se concrétiser partout : les dispositifs d'écoute de traitement et d'accompagnement des victimes doivent devenir effectives et connues par tous et toutes les agent·es. La FSU revendique également un **plan national ambitieux** de prise en compte et en charge des **conséquences des violences conjugales sur le travail**.

**ENGAGÉ-ES POUR ÉRADICHER  
LES VIOLENCES SEXISTES  
ET SEXUELLES AU TRAVAIL**

